

**1MA SESSIONE URDINARIA DI U 2026**  
**REUNIONE DI I 20 E 21 D'APRILE DI U**  
**2026**

**1ERE SESSION ORDINAIRE DE 2026**  
**REUNION DES 20 ET 21 AVRIL 2026**

**2026/04/012**

**REPONSE DE MONSIEUR JEAN-FELIX ACQUAVIVA A LA QUESTION DEPOSEE PAR MADAME CHRISTELLE  
COMBETTE AU NOM DU GROUPE UN SOFFIU NOVU**

**OBJET : Infrastructures routières et respect des engagements pris dans le cadre des PPI**

Madame la Présidente,  
Monsieur le Président,  
Madame la Conseillère,

Je vais essayer d'être le plus exhaustif possible, comme nous l'avons déjà été. Visiblement, nous n'avons pas encore réussi à parvenir à un terrain d'entente. Néanmoins, la politique consiste également à prendre le temps et à échanger afin d'y parvenir.

En 2015, lorsque nous sommes arrivés aux responsabilités, la situation des infrastructures routières sur Aiacciu était très dégradée.

Quelles en étaient les raisons ? Une absence de stratégie globale, conduisant notamment à un hôpital et à un collège enclavé, vous le savez. De très faibles investissements ont été consentis sur le long terme par les différents maîtres d'ouvrage, dont les collectivités territoriales de l'époque et le CD2A. À cela s'ajoute l'abandon de la rocade par la ville, ainsi qu'un niveau d'investissement très faible, voire inexistant, de la CTC de l'époque et du CD2A en 2015. Je vous laisse donc apprécier qui avait été aux responsabilités, notamment entre 1984 et 2015.

Alors même qu'en 2015, cette aire connaissait déjà — comme elle le connaît aujourd'hui — une expansion démographique entraînant une augmentation des flux, saturant le réseau, aucun projet routier concernant le Grand Aiacciu n'avait été présenté au COREPA à la fin de l'année 2015, soit treize ans après le démarrage du PEI, co-géré entre la Collectivité territoriale et l'État, dont le montant prévisionnel consacré aux routes dépassait un milliard d'euros.

La plupart des dossiers routiers évoqués dans les schémas de 1995 n'étaient nullement prêts, ni en termes d'études opérationnelles, ni en termes d'études techniques, et encore moins en matière d'autorisations environnementales et foncières. Ainsi, à partir de 2016, la situation a dû être entièrement reprise.

C'est à partir de 2016 — et je me souviens notamment d'une réunion tenue avec l'appui du président exécutif, en présence de l'ancien maire d'Aiacciu, Laurent Marcangeli, et de son directeur de cabinet — que nous avons décidé que la dernière tranche du PEI serait consacrée au Grand Aiacciu à hauteur de 80 millions d'euros, soit 80 % de l'enveloppe routière restante.

Cette enveloppe s'élevait alors à 98 millions d'euros. Sans attendre la fusion, l'exécutif de la Collectivité territoriale a retenu des opérations du CD2A et mobilisé le PEI afin d'achever la rocade, abandonnée depuis 1984. Ainsi, pendant trente-deux ans, cet équipement n'a pas atteint un niveau satisfaisant. Nous avons donc inscrit cette opération au PEI et l'avons réalisée sous maîtrise d'ouvrage de la Collectivité de Corse.

Les études opérationnelles ont ensuite été lancées afin de traiter les principaux enjeux ajacciens, dans un contexte d'absence totale de dossiers techniques depuis 1995. Nous tentons aujourd'hui de rattraper en dix ans ce qui n'a pas été réalisé en trente-cinq ans.

S'agissant des réalisations, 221 millions d'euros ont été engagés ou programmés sur le seul volet routier, dont 107 millions déjà réalisés.

Parmi ces réalisations figurent : la rocade d'Aiacciu (12 millions d'euros HT), la dénivellation du carrefour de la Gravona (13,5 millions d'euros), ainsi que de nombreux aménagements en faveur des mobilités douces : voies vertes, pistes cyclables, réfections de voirie et requalifications d'axes structurants.

Grâce à ces investissements, la congestion tend à s'améliorer, même si des efforts supplémentaires restent nécessaires.

Le montant global atteint environ 200 millions d'euros, dont 44 % financés par le PEI et 26 % susceptibles d'être inscrits au PTIC.

Concernant les opérations en cours, la pénétrante est financée à hauteur de 45 millions d'euros. Les travaux entre Bodiccione et Stilettu ont débuté. Des retards sont toutefois constatés, notamment en raison de contraintes techniques imprévues.

La dénivellation du giratoire n'est pas abandonnée mais reportée afin de respecter l'enveloppe budgétaire initiale. Un nouveau dossier sera présenté ultérieurement pour intégrer un surcoût estimé à 16 millions d'euros.

L'opération est inscrite au PPI 2026-2030, avec des crédits programmés dès 2026. Elle a fait l'objet de diagnostics archéologiques, dont l'achèvement a été retardé par les conditions météorologiques.

Les contentieux administratifs et les procédures d'expropriation ont également ralenti le calendrier, mais les travaux reprendront.

Le projet comprend notamment la dénivellation de Stilettu, le viaduc sur Cavallu Mortu et la voie nouvelle vers la Caldaniccia. Les dossiers d'enquête publique ont été déposés, bien que certains avis environnementaux restent à finaliser.

Les compléments demandés seront intégrés en 2026 afin de relancer la procédure.

D'autres projets sont également engagés, notamment la sécurisation du carrefour de Cutuli à Curtichjatu, ainsi que le projet de la rocade vers le Vittulo, dont le dossier d'enquête publique a été déposé en avril 2026.

Ce projet inclut un barreau routier vers la route d'Alata afin de désengorger cet axe.

L'ensemble de ces opérations s'inscrit dans le PPI 2026-2030, voté par cette Assemblée. Elles sont engagées de manière irréversible.

Au total, 137 millions d'euros ont déjà été réalisés sur le Grand Aiacciu, en incluant les investissements ferroviaires.

Le rééquilibrage est donc en cours. Nous aurions souhaité disposer d'études préalables plus avancées, mais nous avons dû agir avec les éléments dont nous disposions.

Je vous remercie.